



PLAN D'AFFECTATION COMMUNAL
Séance de conciliation – Procès-verbal

Lieu	Administration communale, Cully	Date	02.06.2025	Heure	15h30
Sujet	Questions réglementaires				

	Présences
Commune de Bourg-en-Lavaux	M. Jean-Yves Cavin, Municipal Mme Nadine Schmied, Cheffe de service Mme Sorya Cornet
Bureau GEA	Mme Florence Rey, Géographe-Urbaniste
Opposant.e.s	Me Laurent Fischer, représentant l'Association Sauver Lavaux, opposition n°45

Intervenant.e.s	Griefs des opposant.e.s
------------------------	--------------------------------

<i>Association Sauver Lavaux</i>	Opposition sur les articles 26, 47, 63 et 66 du règlement du PACom. Demande de définir les modestes agrandissements, de respecter les règles de la zone dans lequel l'objet noté se trouve, de limiter la hauteur des transformations si elles ne suivent pas les règles des nouvelles constructions. Regrette la possibilité des toits plats.
----------------------------------	--

Intervenant.e.s	Discussion
------------------------	-------------------

<i>Mme Schmied</i>	Mme Schmied revient sur les articles cités dans l'opposition : Art. 26, le terme « agrandi » n'a pas été précisé davantage de manière à ce que les organes compétents puissent évaluer l'intervention au cas par cas.
<i>M. Cavin</i>	Art. 47, M. Cavin questionne la notion d'intégration paysagère et le fait d'affirmer qu'une toiture à pan est, en soi, davantage intégrée qu'une toiture plate végétalisée ?
<i>Mme Rey</i>	Mme Rey précise que les toitures plates sont admises hors des centres historiques. Dans la zone centrale, les toitures à pan restent obligatoires.
<i>Mme Schmied</i>	Art. 63-66, Mme Schmied explique, qu'en zone centrale, les parcelles ne bénéficiant pas de périmètre d'implantation de construction restent inconstructibles. Toutefois, leur maintien en zone centrale permet la création d'un espace tampon entre bourgs et vignobles, limitant les conflits entre habitants et viticulteurs et garantissant une transition paysagère (jardins) caractéristiques des bourgs de Lavaux. Les constructions nouvelles peuvent donc s'implanter uniquement au sein des périmètres d'implantation prévus sur le plan. Les projets de transformation sont jugés au cas par cas comme mentionné à l'art. 26. Les articles 68 et suivants s'appliquent aux nouvelles constructions. Cette réglementation (ex. hauteur, niveaux, toitures) ne peut pas, dans tous les cas, s'appliquer aux transformations. Elle sert néanmoins de référence. A noter qu'un important processus de contrôle de la qualité du projet est mis en place auprès de la Municipalité, la CCU, la CCL et la DGIP/MS.





Elle précise également qu'un préavis de la DGIP-MS sera obligatoire pour les demandes d'autorisation sur des bâtiments en note *1*, *2* et *3* au recensement architectural.

Me Fischer

Me Fischer note que des toitures inadéquates en regard des objectifs d'intégration ont été autorisées sur la commune. Il fait la demande que ceci ne soit, à l'avenir, plus permis.

Il confirme que l'opposition ne sera pas retirée pour pouvoir avoir un suivi du dossier.

Fin de séance à 15h40

Distribution

A la Municipalité et à l'opposant.e.

Les remarques éventuelles sur le contenu du présent procès-verbal sont à transmettre par écrit au service urbanisme et durabilité dans un délai de 10 jours dès la réception du présent procès-verbal.

Procès-verbal établi à Cully, le 26.06.2025.